

VENDREDI 11 JUIN 1948

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy,
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.

Pour changement d'adresse, joindre 15 francs

et la dernière bande

Le numéro : 10 francs

« L'Anarchie »
est la plus haute
expression de l'or-
dre.
(Eliase Reclus.)

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

MARKOS se démasque

ALORS que le massacre des otages grecs soulève encore l'indignation générale, alors que ces massacres selon toute vraisemblance continuent, Markos fait des offres de paix.

Si les guérillas grecques étaient une révolte pure, un mouvement populaire sans immigration politique quelconque, la répression sanguinaire de Tsaldaris loin de la faire plier lui aurait au contraire donné un regain de vigueur.

L'abandon de Markos surprend d'autant plus qu'il succède à une série de communiqués de victoire dans la presse stalinienne.

Mais l'U.R.S.S. a probablement donné l'ordre à son fantôme de mettre les pouces car la consigne actuelle est à l'apaisement : les victimes vont être abandonnées à leurs bourreaux réconciliés.

Le fait Markos éclaire d'un jour singulier toute l'actualité internationale ; il est, avec d'autres symptômes évidents la preuve que depuis l'affaire Bedell Smith-Molotov et la lettre Wallace une nouvelle phase diplomatique s'amorce.

Si nous tournons nos regards vers Londres, nous constatons qu'un ennui, un embarras a pesé sur cette conférence dont le résultat est pour le moins indéterminé.

On a l'impression que par dessus les « Cinq » — France, Angleterre, Bénélux — l'Amérique et l'U.R.S.S. se font risette et ne s'inquiètent nullement des agitations et desideratas des « petits ».

Quoique faisant partie des « Grands » l'Angleterre et la France ne sont que des suiveurs ; la première, en ce qui concerne la Palestine, a déjà baissé pavillon et met l'embargo sur les armes destinées aux pays arabes.

Quant à la France sa demande de garanties américaines face à d'éventuelles réactions soviétiques a dû faire sourire Truman ainsi que Staline.

Les deux compères se moquent d'elle éperdument ! Le jour où ils auront décidé d'imposer ceci ou cela ils le feront que cela plaise ou non.

En attendant, et pour amuser la galerie, chacun de son côté hésite à prendre la responsabilité officielle de la coupure définitive de l'Allemagne. Et la question se pose : Qui des « Deux » organisera le premier un gouvernement allemand ?

(SUITE PAGE 2)

Une bonne affaire

la Ruhr

vent bien crier à l'ingratitude. Les premiers devraient être payés pour connaître la nature et les règles des luttes impérialistes, et les seconds devraient se rappeler que la guerre n'est pas affaire de morale.

Plus important est le fait de savoir à quel énorme production de la Ruhr bénéficieraient. Les propositions anglaises ont également été perdues de vue. Elles visaient à la socialisation des grandes entreprises. Or, ce sont les intérêts particuliers des plus importantes sociétés

américaines qui paraissent l'emporter. Les liaisons du type Dupont de Nemours-I.G. Farben ont prévalu. Acieries, hauts fourneaux, charbonnages, usines de produits chimiques de la région de la Ruhr fonctionneront avec du personnel allemand, avec des cadres allemands, mais pour le profit immédiat des firmes américaines, et pour un renforcement de la puissance de l'impérialisme américain en Europe en général.

Ce qui se vérifie déjà en Belgique va pouvoir être constaté dans toute l'Europe occidentale, à savoir que des marchandises allemandes, produites avec un minimum de frais, grâce à une main-d'œuvre payée aux prix les plus bas et asservie par les forces d'occupation, vont se répandre, sans qu'en échange l'Allemagne bénéficie de rentrées proportionnelles, mais avec au contraire des revenus substantiels pour les gestionnaires américains qui encaisseront en dollars.

LE CANCER

Lettre ouverte à France-Soir

Monsieur le Directeur,

Sous la plume de deux de vos collaborateurs, MM. J. Fresneaux et Médicus (?) vient de paraître une série d'articles intitulés « La Vérité sur le Cancer », articles qui ne présentent absolument rien de particulier que nous ne sachions déjà (soit de prétendues vérités ou absurdités sur le cancer) ; mais puisque votre journal cherche la vérité, voulez-vous l'écrire, cette vérité ?

1) Il ne faut pas dire : nous obtenons 25 % de guérisons (déclarées valables pour la statistique) mais bien dire 75 % des malades traités meurent ; moralement le coup est dur (mais ne sommes-nous pas au temps des petites enquêtes sadiques et déguisées ???) mais c'est la pure vérité.

2) Ce pourcentage de guérisons sur l'ensemble réel des sujets atteints est beaucoup trop élevé et parfaitement inexact, on lui a foutu le coup de pouce.

Voici comment sont établies les statistiques dans les « bahuts » à cancer :

100 sujets se présentent à la visite, on en refuse 90 (mauvais cas), les 10 restants sont traités, sur ces 10 sujets 8 meurent (du reste fort rapidement), deux survivent. Au bout de un à cinq ans, la statistique annonce 20 % de guérisons. Est-ce ainsi que vos collaborateurs entendent dire la vérité ?

La chirurgie ne s'entoure pas de choses mystérieuses, de chiffres ou de notations qui veulent paraître colossalement scientifiques et ne sont que grossièrement ridicules, elle donne le maximum, elle utilise à son avantage tous les perfectionnements dont la science dispose, mais n'est que la chirurgie, et en dehors de l'ablation massive dans des cas étroitement localisés, elle demeure désarmée ; du reste dès que l'acte mutilant est terminé, on se contente de « suivre », c'est-à-dire revoir le malade de temps en temps sans le reste s'occuper de son état général, on ne doit voir que l'acte opératoire pur... et son résultat encore plus pur...

RADIUM ET RAYONS X

Toutes les idioties ont été dites sur le Radium et les Rayons X : « Rayons magiques », « Corps mystérieux », « Bisous invisibles » manés par des grands savants dont le seul but dans la vie est le bien-être de l'humanité (tu parles...). La réalité est que, depuis une vingtaine d'années, on a épuisé tout ce que le radium et les rayons X étaient capables de produire. En dehors des prétendues 20 % de guérisons, ils ne sont plus susceptibles d'améliorations générales en tant que traitements, mais simplement d'améliorations locales absolument insignifiantes pour les malades et qui ne justifient plus la confiance accordée et les dépenses engagées. On peut voir, en effet, que depuis 20 ans les courbes de cancer ne présentent pas beaucoup de différences entre les points extrêmes.

Dans un congrès médical américain, on vient de reconnaître que le radium et les rayons X ont été un obstacle au progrès de la thérapeutique anti-cancéreuse.

En effet, le traitement des malades échappe aux observations de la plupart des médecins, c'est-à-dire de ceux qui sont en contact journalier avec les malades ; ce traitement a été et demeure l'apanage des « Boîtes à cancer » (Instituts, Fondations, Centres, quelques Hôpitaux), le médecin traitant, dit médecin « habituel », en désespoir de cause, « dirige », son malade sur une des tables en question, véritables « boîtes à cancer », où l'on applique bêtement en série la radium-puncture, ou la Roentgen-therapie à doses standardisées... puis, selon la règle générale, lorsque la fâcheuse maladie arrive, on renvoie le malade au médecin traitant en lui recommandant les « Palliatifs », c'est-à-dire la morphine ou ses succédanés, jusqu'au terme final, soit la mort.

La encore, on ne fait aucun traitement accessible, car il faut, au nom de la doctrine sacro-sainte, « des traitements purs ». Vous pensez bien que les caids, pontifes, bonzes ou autres qui se sont fait une sorte de raison sociale du radium et des rayons X, qui ont acquis des titres de « professeurs », « de maîtres de la cancérologie » ou ont été plus simplement nommés chefs de service, se sont opposés et s'opposent systématiquement à toutes initiatives qu'ils considèrent comme intrusion dans leur fief, ce sont les « nobles » de la Science, et c'est pourquoi la thérapeutique ne progresse pas.

Bien des années avant la guerre (la dernière du Dr Verne, puis Bothe, avaient imaginé une réaction sanguine permettant dans de nombreux cas (mais pas à coup sûr) de déceler un état cancéreux ou pré-cancéreux, la réaction n'était pas au point, elle devait être étudiée, suivie, modifiée, etc... Ce fut au contraire une tolérance générale contre les auteurs de cette découverte, les échecs furent considérés comme de grandes victoires de la vraie Science sur l'empirisme ; on cria haro sur ceux qui avaient osé s'élever contre la merdoyante doctrine pontificale du cancer « mal local, étroitement local » (brigadiers vous avez raison). En 1948, le Dr Black, de l'Institut du Cancer de Brooklyn, redécouvrit que le cancer n'est pas un mal local ; ceci se confirme par le test aux U.V. du Dr Herly, de Columbia... De sorte qu'en France les recherches ne furent pas poursuivies parce qu'il y avait opposition des caids, et cette opposition demeure un principe.

Il est bien évident que la chimiothérapie des cancers a été décevante. Cuivre, Sélénium, Plomb, etc., n'ont pas donné de résultats bien probants, peu d'expériences, du reste, ont été faites avec ces préparations, toujours en vertu des mêmes principes, négation et théorie des bonzes.

La Biothérapie (méthode de Malsin) n'a pas été non plus un succès, car, comme toujours l'expérience initiale a été reproduite dans les « boîtes à cancer » avec la plus parfaite mauvaise foi, et avec l'espoir de pouvoir critiquer et nier avec toute l'autorité que confère le terrain sur lequel est construite la « baraque à cancer ».

Nous affirmons que les guérisons obtenues par les procédés actuels ne sont pas supérieures à celles obtenues il y a 20 ans, toute thérapeutique qui n'avance pas, régresse, à tout progrès ne sera possible tant que l'esprit « petit bourgeois scientifique » existera.

ERIC-ALBERT.

(SUITE PAGE 2)

L'IMMONDE CHANTAGE de l'U.N.A.C.

Charité
Hypocrisie
Chantage

LA hideuse hypocrisie se développe à l'échelle internationale ; elle pleure, elle implore ; elle dévoile la misère et la faim des enfants, étale complaisamment leurs effroyables conditions d'existence dans les taudis et dans les ruines ; elle agite leurs guenilles, répète et amplifie leurs sanglots et leurs cris, se penche sur leurs souffrances, leurs désespoirs, leurs angoisses.

Donnez ! Donnez pour l'enfance ! Cet appel repris par toutes les radios est exploité savamment par le cabotage religieux, politique, artistique. Les Maurice Chevalier, les cardinal Suhard, les Vincent Auriol, tout le haut gratin des professeurs de vertu patriotique et religieuse, tous ceux qui justement vivent et prolifèrent sur le fumier de la misère humaine sont là, parlant, chantant, discourtant, aidés dans leur tâche puante par les bruits, la musique et les sanglots judicieusement dosés.

A cet immonde chantage, répondons !

Lorsqu'il s'est agi de faire 40 millions de morts, de raser des milliers de villes et de villages, de rendre stériles d'immenses étendues fertiles, lorsqu'il s'est agi de détruire un continent, d'abattre des forêts d'hévéas, d'amonceler féroceusement, joyeusement ruines sur ruines, dévastations sur dévastations, les individus qui aujourd'hui se penchent sur leurs victimes étaient alors leurs bourreaux !

A ce moment, ils n'ont pas sollicité cette fameuse charité chrétienne ou laïque qui se contente d'une pièce de 20 francs pour donner l'apaisement aux élastiques consciences !

Ils n'ont rien demandé ! Ils ont donné, distribué de formidables richesses afin de permettre la destruction définitive de richesses non moins considérables !

Et maintenant, pour l'innombrable et lamentable cohorte des victimes, enfants, blessés, mutilés, tuberculeux, pour tous ceux qui traîneront jusqu'à la fin de leurs jours les plaies incurables des crimes patriotiques, on fait la quête ! On livre tous ces êtres douloureux à la charité publique !

Car dans les coffres des Etats il n'y a rien pour eux.

Et, en France, des 413 milliards destinés à la guerre il ne sera pas détourné la moindre somme pour alléger la misère d'un seul enfant.

Le Carnaval de la Semaine

RACISME.

Le prix Staline a été décerné à Victor Danilevski, professeur, pour son ouvrage Technique russe, dans lequel il annonce que la lumière électrique, le radar ainsi que quantité d'inventions, au nombre desquels nous devons sans doute ranger le fil à couper le beurre, attribués à des savants étrangers, sont en réalité d'origine russe.

*

LA FILLE DE L'AIR.

Un appareil de transport yougoslave de 22 passagers et 6 membres d'équipage s'est posé sur un aérodrome italien.

Le pilote avait été contraint par deux vipères lubriques, le radio et un passager, de changer de cap sous la menace d'un revolver.

Il n'y a pas si longtemps, un avion tchécoslovaque s'était posé dans les mêmes conditions en zone américaine d'occupation.

Tito songe sans doute à surélever le rideau de fer.

*

LA PEINE DE MORT SERA-T-ELLE CONTINGENTE ?

La Chambre des Lords a rejeté le projet de loi voté par la Chambre des Communes qui annulait la peine de mort.

Il est possible que le gouvernement travailliste propose la suspension de la peine de mort sauf, dit-on, dans les cas d'assassinats de gardiens de prison et d'agents de police.

Flics et gardiens de prison, sont, on le sait, des animaux supérieurs, voire sacrés, dans toutes les religions d'Etat, au même titre que l'ancien bœuf égyptien ou l'actuelle vache indienne.

*

LE GENERAL A DIT :

Le général Bradley a rempli sa gamelle du vieux adage propre à la sagesse des Nations Unies : « Qui veut la paix prépare la guerre ».

Au cours d'une conférence de presse à Washington, il aurait déclaré : « Si nous avions une Europe occidentale forte et équipée d'un armement moderne, nous arrêterions la marche du communisme ».

Hélas ! en Europe occidentale, pas la moindre bombe atomique à nous mettre sous la dent !

Le général a ajouté : « Les forces armées américaines, ayant une force approximative de quatre mil-

lions d'hommes et de quatorze mille avions, sont capables d'envahir rapidement la majeure partie de l'Europe, le Proche et le Moyen-Orient, la Corée et même la Chine ».

Autrement dit : de quoi faire passer le goût du pain de soldat et du biscuit de guerre !

En attendant, le budget militaire des Etats-Unis sera trois fois supérieur à celui de 1941.

LETTRE OUVERTE à M. VINCENT AURIOL

Président de la République

Monsieur,

Vous venez, dans le Calvados, commémorer le 4^e anniversaire du débarquement, prélude de la Libération.

A cette occasion, un geste s'impose :

User du droit de grâce qui est en votre pouvoir pour amnistier les auteurs de conscience et les insoumis, quels que soient les motifs, religieux, politiques ou philosophiques, qui ont pu déterminer leur décision.

Trois ans après la Libération, qui devait briser le fascisme, apporter la PAIX et faciliter le rapprochement des Peuples, nous constatons que les nations dites « antifascistes » n'hésitent pas à aider les dictateurs tels que Franco et Salazar... que les gouvernements continuent à vendre des armes qui permettent de continuer les tueries en Palestine, en Grèce, en Indochine, et que les nations dites « unies » ont formé deux blocs rivaux.

L'Allemagne et l'Italie, pays fascistes, étaient dénoncés comme étant les seuls obstacles à la PAIX dans le Monde, or, ces pays défaits, toutes les nations réarment ? Y aurait-il encore, parmi les « démocraties » des fauteurs de guerre ?

Sachant qu'une guerre ne résout rien, qu'elle est toujours présentée comme étant la dernière, qu'elle engendre le désordre et l'immoralité même si on la prétend le seul moyen de conserver la « liberté » de défendre la « civilisation », la « démocratie », le « socialisme », les OBJECTIFS DE CONSCIENCE ont, de tout temps, démasqué le Prétexte idéologique et, en hommes conscients, ont refusé de se faire les complices d'une ESCROQUERIE MORALE.

LES FAITS ont démontré qu'ils avaient RAISON, et que leur décision était JUSTIFIÉE.

Leur ATTITUDE mérite le respect et la LIBERTÉ.

Les groupes anarchistes de Caen :
Jack GENEVOIS,
Lucien JACQUET,
André MICHEL,
Pierre BERNARD.

PALESTINE

terre stratégique

Le peuple arabe est divisé en de nombreuses fractions asservies à des féodaux qui se groupent au sein de la « Ligue Arabe ». Disséminé sur d'immenses étendues, ce peuple, abruti par la misère, la tyrannie des chefs et surtout par le Coran, souffre de surcroît, vis-à-vis des Européens, d'une ignorance quasi totale des sciences modernes, car pour une grande partie il se compose de tribus à moitié primitives.

Il est donc, pour l'Angleterre, un champ de manœuvres beaucoup plus sûr et plus facile qu'un peuple intelligent, passionné, concentré sur un territoire relativement restreint et risquant d'évincer purement et simplement toute influence et infiltration étrangère.

Son choix lui est donc dicté par sa volonté de maintenir en Palestine une influence prépondérante, malgré qu'elle l'ait évacuée militairement. C'est pourquoi elle soutient les Arabes, monde mourant, qu'elle manœuvre facilement et parmi lesquels elle s'est toujours ménagé de nombreuses complicités. C'est pourquoi également elle n'a pas reconnu Israël.

De son côté, si l'U.R.S.S. l'a fait, c'est pour avoir en Méditerranée une amitié et qui sait peut-être un jour un allié ? Une base ? Entre deux pen-

ples, l'un primitif et instable, et d'autres asservis aux Anglais, l'autre en voie de formation, mais cultivé et soutenu financièrement, l'U.R.S.S. ne saurait hésiter. Quant à l'Amérique, après ses nombreuses volte-face, elle soutient Israël et apporte de ce fait à la colonie juive américaine extrêmement puissante, des garanties qui, en cette période électorale, sont indispensables. Telles paraissent être les raisons qui

LES FAUVES

A bord du Osgood Hope Castle, navire venant de Mombassa, en Afrique Orientale, une hygiène et deux léopards ayant réussi à se libérer semèrent l'effroi et la panique parmi les passagers. Ces fauves, pourtant, ne nourrissaient aucune intention alimentaire à leur égard ! Et on comprend mal leur effroi, lorsque l'on constate qu'ils sont pleins d'indulgence, sinon d'admiration envers les grands et redoutables fauves qui s'agitent à Washington, Londres ou Moscou !

DANS L'INTERNATIONALE ANARCHISTE

La renaissance mondiale de l'Anarchisme

« Fédérer ce qui est commun »

Nos militants et lecteurs liront ci-dessous le dernier texte publié par S.P.R.I., au moment de se séparer pour faire place à la G.R.I.A.

UNE deuxième rencontre internationale, succédant à celle de février 1947, a marqué la seconde étape de notre chemin vers une renaissance mondiale de l'Anarchisme.

Par sa durée, par le nombre des participants, par l'ampleur des problèmes abordés, par la portée pratique des résolutions prises, la Conférence européenne des 15, 16, 17 et 18 mai a dépassé les limites d'une simple réunion de travail entre militants. Elle a permis l'expression de volontés communes représentées par une douzaine de délégations régulièrement mandatées, effectivement responsables, fortes de l'organisation déjà solide de notre mouvement en Allemagne, Autriche, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hollande, Italie, Portugal et Suisse. Et comme il s'agissait, selon la parole de notre camarade Fontaine, de « fédérer ce qui est commun » sans rien opprimer ni exclure, la discussion fut large et féconde, à proportion même des progrès accomplis au cours d'un an de travail constructif dans tous les domaines de l'activité anarchiste, il apparaît que les divers groupements européens ont fait une expérience fructueuse, non seulement de la réorganisation sur le plan local et régional, mais encore de la reprise des relations internationales, et l'on doit constater qu'en ce domaine le rôle souvent ingrat du S.P.R.I. n'aura pas été inutile.

N'est-ce pas le S.P.R.I. qui fut, à plusieurs reprises au cours de la Conférence, remercié par les camarades allemands des diverses zones et localités pour l'aide morale et pratique apportée à l'ensemble des groupes représentés ? Dans l'ignorance où se trouvait chacun relativement aux initiatives prises par autrui, n'est-ce pas à l'existence d'un organisme coordinateur au-delà des frontières que les anarchistes de la Ruhr, de Hambourg, de l'Allemagne du Sud, de la Sarre, de l'Autriche, de la zone russe doivent d'avoir pu établir entre eux des rapports, récemment poussés jusqu'au terme d'une conférence générale, dans les conditions que l'on devine.

Ainsi, pas à pas, mais sans défaillance, l'Internationale anarchiste, qui n'a cessé d'exister dans les esprits de nos militants, et dont les cadres organiques mêmes ont aujourd'hui quarante et un ans d'existence, l'Internationale anarchiste reprend sa place dans le monde et se reconstruit comme force vivante. C'est à l'initiative jaillie de la base, coordonnée peu à peu par l'information et par la libre élaboration fédéraliste, qu'appartient entièrement cette œuvre dont les artisans sont partout et les dirigeants nulle part.

D'aucuns, peut-être, que décourage leur petit nombre, s'impatientent parfois de ne pas voir, à leur appel, l'Internationale anarchiste jallir toute armée de nuages, et leur apporter son investiture. L'éclat de son nom, son appui matériel et moral ; mais le prestige de l'organisation anarchiste et ses possibilités d'action, face à la guerre par exemple, ne peuvent découler d'affirmations catégoriques, de résolutions de congrès, de coups de tampon magistrallement apposés sur des feuilles de papier. Les mots d'ordre irresponsables lancés par un comité central ont suffisamment discrédité l'internationalisme pseudo-révolutionnaire pour que nous nous refusions à tomber dans de tels errements. C'est par l'action directe à la base qu'il s'agit de commencer partout, sous peine de rééditer la faillite de la IV^e Internationale dont la prétentieuse existence sombre aujourd'hui dans le découragement de ses militants et la mégalomanie de ses chefs.

Nous ne voulons pas être des généraux sans troupe, mais nous ne sommes pas des hommes conscients et responsables. Nous sommes bien décidés à ne fédérer que des forces existantes, à répandre des exemples et non des consignes, et à ne point anticiper sur une solidarité pratique qui naît tous les jours de l'expérience, de la volonté et de la pensée communes des anarchistes du monde entier.

A des décades entières d'isolement, d'illégalité, de fascisme et de guerre, succèdent maintenant les premiers contacts réels entre les « reconstruits ». Une majorité d'éléments jeunes, venus de tous les horizons de la pensée sociale, formés par eux-mêmes et non par les livres, conduits à l'idée anarchiste par les circonstances les plus diverses et résultant des traditions spécifiques indépendantes les unes des autres, voilà ce qui constitue aujourd'hui l'avenir de notre mouvement. Inculquer à ces forces neuves le catéchisme d'une orthodoxie quelconque serait inacceptable pour nous comme pour eux. Notre tâche est donc d'« informer », aussi largement et objectivement que possible, chaque militant de tout ce qui s'est fait et se fera en dehors de lui ; d'ouvrir toutes grandes les cloisons qui séparent les générations, les races, les tendances, les sectes, les nations et les classes ; de « faire connaître » en un mot — et, plus encore, « de faire se connaître » — ceux qui, dans le mouvement international, nous ont précédés et nous suivent.

Connaissance non pas théorique, mais pratique, dans l'action même et dans la solidarité efficace. Et tel est bien le deuxième point de notre programme, celui qui met à l'ordre du jour l'aide des groupements forts aux plus faibles, la transmission des secours, la défense des victimes, l'appui donné aux revendications et aux initiatives.

Quant à la nécessité d'appuyer fortement les luttes futures sur le passé, nous ne pouvons la négliger. Notre mouvement n'eût-il été que les expériences de Russie et d'Espagne — celles-ci plus décisives et plus complètes encore que celles-là — qu'il y aurait pour

nous tous un devoir primordial dans la constitution générale d'« archives » destinées à la documentation de notre presse internationale et aux études approfondies de nos militants. Ainsi l'information militante actuelle de tous par chacun et de chacun par tous ; documentation sur les grands problèmes de la révolution libertaire à venir ; solidarité pratique et examen sérieux de nos luttes passées, sont les trois grandes tâches de reconstruction de l'Internationale anarchiste.

La « coordination » de ces diverses tâches — mais leur coordination seulement — a été dévolue par la conférence de mai 1948 à un nouvel organisme succédant au S.P.R.I. : la Commission de Relations Internationales anarchistes (G.R.I.A.). Les « tâches » elles-mêmes, comme toutes celles qu'assume notre mouvement, sont et demeurent assumées par l'initiative des individus et des groupes qui se mettent en rapport avec la G.R.I.A. pour lui apporter leurs forces vives, leurs informations, leurs conseils, leurs dons en espèces et en nature, leurs desiderata, leurs trésors de documentation et d'expérience.

Et dans neuf mois, temps requis pour mettre au monde un enfant bien constitué, la G.R.I.A. — nous l'espérons fermement — servira de sage-femme pour la mise au monde d'un Congrès véritablement mondial et véritablement organique du mouvement anarchiste.

Ce sera là, non pas l'aboutissement, mais le nouveau point de départ de l'action internationale sur un terrain que nous avons, pour notre part, obscurément et péniblement défriché.

S.P.R.I.

CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

Les Anarchistes repoussent-ils toute autorité ?

C'est le propre du privilège et de toute position privilégiée que de tuer l'esprit et le cœur des hommes.

Un corps scientifique auquel on aurait confié le gouvernement de la société finirait bientôt par ne plus s'occuper du tout de science, mais d'une toute autre affaire ; et cette affaire, celle de tous les pouvoirs établis, serait de s'enterrer en rendant la société confiée à ses soins toujours plus stupide et par conséquent plus nécessaire de son gouvernement et de sa direction.

Mais ce qui est vrai pour les académies scientifiques, l'est également pour toutes les assemblées constituantes et législatives, lors même qu'elles sont issues du suffrage universel. Ce dernier peut en renouveler la composition, il est vrai, ce qui n'empêche pas qu'il se forme en quelques années un corps de politiciens, privilégiés de fait non de droit, et qui en se vouant exclusivement à la direction des affaires publiques d'un pays finissent par former une sorte d'aristocratie et d'oligarchie politique.

S'ensuit-il que je repousse toute autorité ? Loin de moi cette pensée. Lorsqu'il s'agit de bottes, j'en réfère à l'autorité des cordonniers ; si l'agit d'une maison, d'un canal ou d'un chemin de fer, je consulte celle de l'architecte ou de l'ingénieur. Pour telle science spéciale, je m'adresse à tel ou tel savant. Je ne me laisse imposer ni le cordonnier, ni l'architecte, ni le savant. Je les accepte librement, et avec tout le respect que méritent leur intelligence, leur caractère, leur savoir, en réservant toutefois mon droit incontestable de critique et de contrôle.

Si je m'incline devant l'autorité des spécialistes, et si je me déclare prêt à en suivre, dans une certaine mesure et pendant tout le temps que cela me pa-

rait nécessaire, les indications et même la direction, c'est parce que cette autorité ne m'est imposée par personne, ni par les hommes, ni par Dieu...

...Je reçois et je donne, telle est la vie humaine. Chacun est dirigeant et chacun est dirigé à son tour. Donc, il n'y a point d'autorité fixe et constante, mais un échange continu d'autorité et de subordination mutuelles, passagères et surtout volontaires.

En un mot, nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patente, officielle et légale, même sortie du suffrage universel, convaincus qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie.

Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes.

BAKOUNINE,
« Dieu et l'Etat ».Confédération Générale
Pacifiste

MARDI 15 JUIN, à 21 h., aux Sociétés Savantes, 8, rue Danton (métro : St-Michel), Louis LOUVET rendra compte de sa délégation au premier congrès d'étudiants allemands tenu à Dusseldorf.

« L'Allemagne que je viens de voir », la vie chez l'habitant, ce que pensent et redoutent les Allemands. Comment résoudre le problème allemand ? Ce que la presse ne dit pas.

Avec le concours de FONTAINE, de la Fédération Anarchiste, et de divers témoins retour d'Allemagne.

(Participation aux frais : 20 fr.). La réunion commencera à l'heure précise pour permettre aux camarades de banlieue un retour normal.

La défaite du général Smuts aux élections sud-africaines et la victoire du parti nationaliste du Dr Malan, ont vivement surpris les observateurs européens, enclins à penser que le Premier Ministre « libéral » allait emporter un facile succès.

Nous n'entrons pas dans le commentaire de la récente consultation électorale, et nous ne chercherons pas à exposer à nos amis les différences qui existent entre « Afrikaners » des habitants des Boers et « Anglo-Saxons » de l'Afrique du Sud. Notons simplement que la rareté des capitaux anglais a facilité l'irruption des capitaux nord-américains dans l'économie de ces anciennes colonies britanniques.

Au Cap, comme ailleurs, le Commonwealth se défait, et certains groupes industriels s'orientent vers les Etats-Unis, avec des conséquences politiques et militaires.

Mais il nous a paru intéressant de traduire pour nos lecteurs un rapport sur les grèves minières qui se déroulent en août 1948. Ce rapport a été envoyé par un camarade sud-africain à Freedom, l'excellent organe des anarchistes anglais, qui l'a publié à l'époque.

Il nous semble que ce document conserve toute sa valeur et permet de déceler les grandes forces sociales qui se sont manifestées lors des récentes élections.

S. P.

Il n'y eut pas un seul aspect de notre vie nationale qui ne subit les effets de la grève malheureuse du 12 août. La confusion a été si grande que même ceux des Sud-Africains qui commencent à se rendre compte de la nature de la lutte des classes en Afrique du Sud durent reviser leurs opinions.

Je passai l'après-midi du samedi, le 10 août, dans un bistrot avec quelques journalistes. La grève minière était prévue pour le lundi suivant. Autant que nous fumes capables de nous en rendre compte, il n'y avait pas de véritable organisation ouvrière parmi les mineurs Bantou, et le signal de la grève devait lui-même être transmis de bouche à oreille.

Le lundi matin, il n'y avait pas moins de 50.000 mineurs en grève — un résultat non négligeable pour un corps de métier inorganisé. Et l'affaire semblait ne pas devoir s'en terminer là. En harmonie avec leurs camarades mineurs de l'Union des Travailleurs des Municipalités Africaines du Transvaal demandant un salaire minimum de 10 shill. par jour, avec des allocations pour les postes de responsabilité et pour l'ancienneté de service. Aussitôt, le Conseil municipal (travailliste à l'époque, notons-le) déclara la réelle menace de ce procédé. Le Président n'eut aucune hésitation à déclarer que « toute augmentation accordée par le Conseil pouvait avoir de sérieuses répercussions dans les mines, et dans le commerce et l'industrie ».

Le mercredi, la grève s'était étendue à onze mines. La rapidité avec laquelle les patrons avaient travaillé est révélée par le fait que, deux jours seulement après le début de la grève, vingt mineurs devaient répondre devant les Cours criminelles de l'inculpation « de refus de descendre sur ordre du directeur de l'entreprise », et quatre autres — qui n'étaient pas tous mineurs — « d'avoir incité les mineurs à arrêter le travail ». Et le général Smuts poursuivait sa politique libérale en publiant des déclarations apaisantes sur l'inexistence de véritables revendications. (Il y a quelques années, la commission foncière étudia à fond les conditions de vie et les salaires des mineurs indigènes, « et toutes les recommandations de cette commission furent pratiquement mises en application par le gouvernement » ; que la grève était causée uniquement par des agitateurs. Il concluait par l'habituelle antienne libérale : « Les indigènes doivent être protégés contre ces gens »).

Le mercredi également, la presse suggéra pour la première fois le recours à la violence et à l'action policière. Une information des Mines de Nourse disait que les travailleurs « avaient adopté une

attitude agressive » lorsqu'il leur avait été ordonné de retourner au travail, et qu'une voiture de police avait été détruite. Evidemment la police intervint « pour rétablir la loi et l'ordre ». Je ne pus retrouver la voiture détruite quand je visitai la mine l'après-midi du même jour ; évidemment, mais je suis une personne dépourvue de tout sens d'observation, c'est connu. Entre temps, les mineurs des mines Simmer et Jack se dirigèrent sur Johannesburg. Ils furent arrêtés par de grandes forces de police en car. Je n'étais pas présent, mais le récit peut être repris dans un organe respectable de la « presse libre » : « Les indigènes s'arrêtèrent et la police leur ordonna de se disperser. Un certain nombre de policiers se groupa armé de baïonnettes. Quand le gros des forces de police se mit en marche, les indigènes s'éparpillèrent dans la campagne, poursuivis par les policiers en car, cependant que les hommes à baïonnettes observaient. Un grand nombre d'indigènes, épuisés par la course, furent entourés. Nombreux furent ceux qui déclarèrent être prêts à reprendre le travail ».

Ce fut encore le mercredi que le Conseil du Transvaal des Trade Unions non Européens organisa un meeting pour appeler ses 600.000 membres à la grève générale. J.-B. Marks, des Travailleurs Africains de la Mine, avait déjà été arrêté et il n'existait aucun signe qui indiquât que la Chambre des Mines fut disposée à commencer des négociations.

Le jeudi, tout était terminé. Le ministre de la Justice avait agi avec une rapidité sans précédent. Le meeting projeté par les grévistes fut interdit. Environ 200 policiers, sans compter 400 autres stationnant à proximité, entourèrent le lieu du meeting. L'officier de police donna cinq minutes aux travailleurs pour se disperser. Au bout de ce temps « un petit groupe de policiers s'avancèrent et les indigènes s'égaillèrent ». Le reste des « agitateurs » fut arrêté au cours de la journée. Leur crime : « Avoir distribué des tracts incitant les indigènes à ne pas prendre part à la grève générale ».

Le gros des grévistes cependant avait été « persuadé » d'avoir à retourner au travail « tranquillement ». Avec une grande naïveté, la presse signala que : « A l'arrivée de 300 policiers environ,

PETITE CORRESPONDANCE

Le groupe de « Volonté » qui a commencé en Italie le travail pour la nouvelle « Encyclopédie Anarchiste », désire, pour sa documentation, l'INTERNATIONALE de Guillaume, soit l'œuvre complète (4 volumes), soit les volumes 2, 3 et 4.

Les camarades qui pourraient procurer cet ouvrage au groupe Volonté sont priés de s'adresser à Serge Ninn, 145, quai de Valmy, sur la base des prix en cours.

Merci au camarade Launay pour sa lettre fraternelle et ses poèmes. FONTAINE.

Evariste Baclet peut-il se faire connaître au « Lib. » ?

Le camarade Robert François ne réside plus à La Rochelle, 27, avenue des Cordeliers, mais à Paris, 8, rue Houdon (18^e). Pour la C.N.T. Région La Rochelle, s'adresser à Henri Bordé, avenue Louis-Pinchon, à Rompsay, La Rochelle, ou à Paul Thémier, 32, avenue Guitton.

Pour votre planche à livres

Nous vous enverrons franco :

Arthur KOESTLER
La lie de la terre 268 fr.
Croisades sans croix... 182 fr.
Le yogi et le commis-saire 202 fr.
Le zéro et l'infini... 202 fr.
Le Testament Espagnol 202 fr.
La Tour d'Ezra 292 fr.

Jean ALBERNY
Les coupables 202 fr.

Fernand PLANCHE
Louise Michel 172 fr.
Duroille 172 fr.

Louis LECOIN
De prison en prison .. 182 fr.

BAKOUNINE
La Révolution sociale ou la Dictature militaire 187 fr.
Confession 172 fr.

David ROUSSET
L'univers concentra-tionnaire 112 fr.
Les jours de notre mort 440 fr.

Eugen KOGON
L'Enfer organisé 328 fr.

Paul GILLE
La grande métamorphose 122 fr.

Jeanne HUMBERT
Eugène Humbert, sa vie, son œuvre 378 fr.

tous les indigènes décidèrent de reprendre le travail ». « La police nettoya les entreprises et des fournées d'indigènes furent conduites à l'entrée des puits ». Le fait, personnellement contrôlé, que les escortes étaient armées de baïonnettes et de revolvers indique sans doute aucun que les indigènes avaient toujours besoin d'être protégés des agitateurs.

Et maintenant, on se trouve enclin à se demander pourquoi ces mineurs qui étaient si « aimablement » retournés au travail, entreprirent une grève d'occupation, dès le moment où ils atteignirent les galeries du fond. Cependant, le mouvement était terminé et il ne demeura plus que quelques cas en Cour de justice et l'habituelle manœuvre politique.

La seule note discordante de cette heureuse journée au cours de laquelle la supériorité du Blanc fut affirmée, fut lancée par le sénateur Basner qui envoya un télégramme au Premier Ministre. Il appela Smuts menteur (poliment, bien entendu) pour avoir dit que les recommandations de la commission foncière avaient été suivies par le gouvernement, et le blâme de se rendre en Europe alors que l'Afrique du Sud se trouvait elle-même dans un tel état d'alarme. La façon dont la presse avait obéi aux ordres fut révélée par le fait que le public n'eut aucune nouvelle des violences jusqu'au moment où Basner mit les pieds dans le plat. Il révéla que six mineurs avaient été tués et que 400 autres étaient blessés. J'ai examiné les informations sur les pertes de la police. Vraiment nos policiers sont merveilleux. Tuer six mineurs et en blesser 400 qui ont assez de vigueur pour courir si vite qu'il faut des cars pour les suivre ! Et cela sans perdre un seul homme ou encaisser un seul coup (car notre respectable presse se donna la peine de nous informer que pas un mineur n'était dépourvu de bâton, ou d'une pince, ou d'une bricole, ou d'une chaîne de bicyclette).

Et alors commencèrent les plaintes. En harmonie avec le reste du monde occidental, le gouvernement ordonna évidemment au C.I.D. (les initiales, significatives, sont celles du Criminal Investigation Department) de perquisitionner au local du Parti Communiste. Dans une large mesure, cette identification (même implicite) du Parti Communiste avec les grévistes (des Noirs) garantit que le Parti Communiste ne bénéficierait nulle part des votes des électeurs blancs. Le Parti Communiste ne réagit pas. N'ayant aucune possibilité de recueillir une majorité parmi la communauté blanche, il doit chercher à obtenir un appui large parmi les non affranchis. Je crois sincèrement que les communistes participent à la distribution des tracts appelant à la grève générale. Je suis moins sûr des motifs qui les animent. Il est probable que de la formule « impossibilité d'une majorité parmi la communauté blanche » découle leur ligne de conduite. L'appel aux Bantous, qui ne sont représentés en aucune façon est une voie possible pour le pouvoir. De toutes façons le fait que les communistes tendent à représenter la classe ouvrière comme un tout (ils ont soin de placer des Noirs dans leurs comités et de négliger l'habituelle hiérarchie politique) les désigne comme des agitateurs politiques suspects.

(A suivre.)

GRANDEUR ET MISERE

AUX U.S.A.

NOMBREUX sont les lecteurs assidus du Reader's digest, et les parisiens aveuglés du bloc occidental qui supposent que les Etats-Unis sont un merveilleux pays de cocagne, pays où chacun possède son automobile, un appartement confortable muni des appareils ménagers les plus perfectionnés.

Il est vrai que lorsque l'on se penche sur les copieux bénéfices réalisés par les vastes entreprises industrielles aux Etats-Unis, l'on peut admettre que les partisans et les défenseurs de l'entreprise privée sont logiques avec eux-mêmes. Un hebdomadaire socialiste The Call, publié tout récemment, dans sa rubrique économique une étude prouvant qu'en général, les bénéfices réalisés par les grandes industries en 1947, ont doublés ceux de 1946.

Voici quelques exemples de ces copieux bénéfices rendus publics ces dernières semaines.

1946	1947
(en dollars)	(en dollars)
Johns Manville Corp. 5.836.613	9.486.633
Procter & Gamble 17.116.221	22.116.221
Coca Cola Corp. 6.786.040	7.010.060
Celotex Corp. 3.824.324	6.227.929
Monanto Corp. 10.084.149	15.561.228
Continental Air Lines 352.820	920.439
National Steel Corp. 20.461.651	23.838.788
Birchlow-Sanford Corp. 1.248.095	3.848.729
Koppers Co. 3.508.475	6.165.783
Timken-Detroit Axle 454.888	896.230*
U. S. Shoe Corp. 1.566.461	2.250.230*

* Mois ; ** onze mois.

Mais alors que les producteurs d'équipements agricoles, par exemple, comme la International Harvester Corporation, dont le profit réalisé se chiffre à 48.466.266 dollars en octobre 1947 con-

tre 22.326.257 dollars en 1946, ainsi que la Caterpillar Tractor Co. qui, en 1947 réalise 9.956.912 dollars de bénéfices par rapport à 6.111.591 dollars en 1946, se frottent les mains en contemplant leur magot, des millions de petits fermiers font face à la famine.

Dans un article concernant le problème des personnes déplacées aux Etats-Unis, le New Leader nous cite le directeur de la Workers' Education service (département de l'Education ouvrière) de Géorgie qui affirme que de-

puis la mise en application de la mécanisation agricole, plus d'un million de ces petits fermiers ont déjà été contraints à désertir leur terre ; il pense que leur nombre atteindra cinq millions bien avant la mécanisation complète de l'industrie agricole aux U.S.A.

Voici quelques sont les considérations du New Leader à ce sujet : « La machine à récolter le coton, « cotton picker » peut assurer largement le travail de quarante individus. Grâce à une autre machine l'on peut planter

Conférence à Martigues

Le dimanche 30 mai, dans un cinéma de la ville de Martigues s'est tenue, grâce aux efforts conjugués des camarades de la ville et du groupe d'Istres, une conférence anarchiste réunissant plus de 150 personnes.

Notre camarade Arru, avec son brio habituel, a démontré les méfaits de tous les régimes basés sur l'autorité et la hiérarchie. Dans la dernière partie de son étude, il a développé nos conceptions libertaires d'un monde qui ne serait plus en proie à la hantise de la guerre. Dans sa conclusion, il a invité les auditeurs à « réfléchir » et à « choisir » pour qu'enfin les mots de Liberté et de Paix aient un sens.

Restreignons que nul dans la salle n'ait voulu apporter la contradiction.

conséquence, un nouveau groupe est en train de se constituer à Martigues. Porté, Bouc. (Dans un prochain communiqué, nous donnerons le nom et l'adresse du camarade responsable.) Bonne journée pour nos idées.

Maurice RAYNAUD.

Mise au point

Nous recevons, à propos d'un article paru dans notre numéro du 25 mars 1948, une lettre de la F.N.D.P. nous informant qu'elle proteste contre les accusations formulées dans cet article par Guy Tarrion et qu'une action juridique est intentée à ce sujet. Nous tiendrons nos lecteurs au courant des développements de cette affaire.

LA REDACTION.

LA GREVE CLANDESTINE

Le 12 mai, le délégué général Rigal de l'imprimerie Michel (Arcueil-Paris) appose dans le cadre réservé aux communiqués syndicaux une note enjoignant aux ouvriers et apprentis de suivre les cours professionnels afin de perfectionner et d'acquiescer par ce fait plus de liberté dans « leur lutte contre le patron ». Prenant pour lui cette formule générale, le sieur Michel mettait à la porte le soir même l'auteur du libellé sans daigner en avvertir le Comité d'Entreprise dont Rigal était membre. Les ouvriers, aussitôt avertis, débrayèrent en déclarant qu'ils ne renouvelleraient le lendemain qu'avec leur délégué général. La Fédération du Livre prévenait l'absence de la part des arbitres. Inutilement. Une délégation ouvrière essaya de se faire recevoir par le patron et n'y parvint pas. La grève s'organisa.

EN BELGIQUE

A BAS LA DICTATURE !

TRAVAILLEURS.

Chaque jour les chaînes de l'Etat se resserrent autour de vous afin de vous livrer sans défense à une exploitation dégratée. Il ne vous suffit plus de vaincre les résistances patronales. Il ne vous suffit plus de démontrer l'insuffisance criante de vos salaires en regard du coût de la vie. Il ne vous suffit même plus d'obtenir l'accord du ministre du Travail, ni de vous plier à ses injonctions ! UNE VERITABLE DICTATURE D'ETAT DECIDE « SOUVERAINEMENT » DE VOS CONDITIONS D'EXISTENCE. Cette dictature s'appelle : COMITE INTERMINISTRIEL DE COORDINATION ECONOMIQUE. Après cinq mois de tractations difficiles entre la Centrale de l'Industrie du Livre et la Fédération Patronale, le ministre du Travail a imposé à la Commission Paritaire Nationale du Livre un accord transactionnel, qui a été signé le 2 avril, portant les salaires des travailleurs du Livre de Bruxelles de l'indice 247 à 280, sur la base du salaire réel de 1940. Alors que l'indice officiel des prix de détail est à 396 points ! ET LE SACHANT D'UNE PROPOSITION DU MINISTRE DU TRAVAIL. LE COMITE INTERMINISTRIEL DE COORDINATION ECONOMIQUE, OU LE CAPITALISME DECIDE EN MAITRE, A « PUREMENT ET SIMPLEMENT REJETE CET ACCORD ». Que reste-t-il de la « LIBERTE SYNDICALE » ? Que reste-t-il des « DROITS TRAVAILLEURS » ? Pendant ce temps, le prix des produits de consommation augmente. Le charbon « rationné » se paie 1.600 fr. la tonne. Les voyages en tramway augmentent de 50 % les dimanches et jours fériés. Les patrons coiffeurs augmentent leurs tarifs de 25 %, etc., etc. SEULES LES TRAVAILLEURS sont enchaînés par les LOIS sécularisées. Aujourd'hui, les ouvriers du Livre et de l'alimentation sont les VICTIMES DES LOIS SUR LE BLOCAGE DES SALAIRES ET LA MOBILISATION CIVILE. DEMAIN, CE SERA VOTRE TOUR ! Contre la réaction qui monte, à mesure qu'on s'éloigne de la libération. Contre toutes les lois restrictives de la liberté syndicale. CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES ! CONTRE LA MOBILISATION CIVILE ! Exigez de vos dirigeants une position CLAIRE et NETTE. L'odieuse duperie de la politique dite « des prix et salaires » a assez duré, elle doit cesser ! Propagez l'idée d'une GREVE GENERALE POUR reconquérir les DROITS POUR LESQUELS NOS PERES ONT VERSE LEUR SANG. LA CENTRALE DU LIVRE ET DU PAPIER.

LES AMIS DE JEANNE HUMBERT Causerie sur Paul Robin par André Maille le 13 juin, 15 heures 8, place Saint-Sulpice Présence de Jean Marestan et Jeanne Humbert

Une plainte fut déposée en justice contre la direction pour rupture de contrat, atteinte aux libertés syndicales reconnues dans la Constitution puisque les Comités d'Entreprise possèdent parmi leurs maigres attributions le droit de contrôle de l'embauche et de la débauche. L'inspection du Travail, mise au courant, fut reçue par Michel en présence des secrétaires fédéraux du livre parisien. A l'exposé contradictoire des faits, l'inspection du Travail donna entièrement raison aux ouvriers et le patron prit l'engagement oral, mais formel, de reprendre Rigal, de passer l'éponge...

Le lendemain, jour prévu de reprise du travail, non seulement Rigal ne put rentrer mais avec lui 5 camarades apprenant qu'ils étaient limogés « pour manque de travail ». Ces 5 camarades appartenaient, comme par hasard, à la délégation spéciale qui ne fut jamais reçue. L'usine stoppa immédiatement...

Devant une telle désinvolture patronale, un tel mépris pour la parole donnée, une telle insulte aux droits syndicaux acquis, les délégués de toutes les imprimeries de la région parisienne se réunirent le 31 mai, boulevard Blanqui et décidèrent non seulement d'épauler financièrement leurs camarades en grève mais aussi de débrayer une heure le lendemain pour bien montrer comment ils comptent briser l'offensive patronale, plusieurs délégués ayant eu maille à parlie avec leur direction respective.

Aucun journal, tant syndical que politique, n'a parlé de cette grève Michel et de cet arrêt de toutes les imprimeries de Paris le mercredi 2 juin. Silence sur toute la ligne. Et pour cause, ces manifestations n'étant aucunement politiques mais syndicales et même corporatives. De plus, malgré les courbettes du tovarich Ehm, la C.G.T. ne tient aucunement à mettre la Fédération du Livre en évidence tant celle-ci échappe à son contrôle.

Par leur discipline et leur volonté de lutte les compagnons de chez Michel doivent vaincre. Les autres les y aideront unanimement.

NORMANDY.

A bas la zone d'abattement

Nous ne sommes, paraît-il, que des trois-quarts. Mais on nous considère pour des entiers lorsque nous payons les impôts, le pain, la viande, les légumes, les fruits, l'habillement, les taxes et surtaxes et tout et tout.

Pour n'importe quel, nous déboursions autant que le Parisien ou le Bordelais ; seulement le Parisien touche 100 francs de salaire quand le Bordelais en reçoit 92 et, les 3/4, comme de bien entendu 75 francs !

Les syndicats, les partis politiques, les députés, les maires, les conseillers généraux ou d'arrondissement et ceux de la République et, par-dessus le marché, les journalistes, tous en chœur s'agitent, font du bruit pour que justice soit rendue aux pauvres 3/4 que nous sommes.

Et pendant ce temps-là que faisons-nous ? Nous attendons qu'on veuille bien, enfin, nous rendre le quart qu'on nous vole et nous mettons tout notre espoir dans les fa-

meuses commissions départementales (2 membres patrons, 2 membres ouvriers) qui vont se réunir à la Saint-Glinglin.

Moi, je veux bien rester 3/4 pourvu que je paye mon tabac, mes timbres-poste, mon bricheton, mon biteack et mon pinard dans les mêmes proportions et je déclare que si le plus utile et plus intelligent des patrons de la zone des 3/4 peut arriver à démontrer que le coût de la vie est moins élevé ici qu'à Bordeaux, ce dont lui-même profiterait, dans ce cas, sans vendre meilleur marché que les autres, alors je m'inclinerai ! Et, je demanderai au camarade RENE UNI, de la GIRONDE POPULAIRE, de composer un bel article pour inciter les 3/4 à rester bien sages, car « il importe » de ne pas se plaindre injustement.

Mais, en attendant cette impossible démonstration, nous exigeons salaire égal à travail égal et la suppression définitive des zones d'abattement.

TACK.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

L'échéance du 1^{er} Juin

Personne n'a oublié le ton comminatoire des C.G.T. politisés qui imposaient au ministère Schuman une réduction du coût de la vie, symbole de l'augmentation du pouvoir d'achat. On allait voir ce que l'on allait voir ! L'équipe du Pape Jouhaux réclamait une diminution du coût de la vie avant le 1^{er} juin, sinon... Et, à travers une douce rigolade, les mous de la rue Boudreau menaçaient de passer à l'action. Quant à Frachon, dûment chapitré par les patriotes, le 1^{er} juin devait être pour lui l'aurore d'une marche sur « les bastions du parti américain ». Il n'est pas jusqu'aux troupes de Tixier de la C.G.T. « émerpillées » qui ne menaçaient de noyer les philistins dans un baquet d'eau bénite !

Le 1^{er} juin est venu. Les politiciens de ces organisations syndicales se trouvent maintenant devant la réalité. Mais leurs troupes commencent à trouver un peu sautaire et leurs promesses, et leurs discours.

Le 1^{er} juin est venu et avec lui l'heure de l'action. Mais ces messieurs n'ont guère la possibilité de prendre rapidement les mesures qu'ils s'imposent. Il y a des raisons primordiales d'ordre pour les mous, de politique pour les durs et de spiritualité pour les « béatifiés », qui les obligent à tenir compte des volontés des maîtres qu'ils servent avec empressement. La montagne du 1^{er} juin risque d'accoucher d'une souris.

Comme il faut tout de même tenir compte, dans une certaine mesure, de l'opinion du cotisant qui détiend l'essentiel de cette comédie :

le pognon, ils s'emploient à sauver la face avec des moyens conformes à leurs tempéraments et aux intérêts des impérialismes qu'ils représentent.

Les stalinistes en sont aux grèves partielles qui ne donneront certes aucun avantage aux travailleurs mais entretiendront l'activité de leurs troupes et serviront de monnaie d'échange à la diplomatie russe.

La F.O. — dont certains, non sans naïveté, s'étaient laissés prendre à cause des attitudes de malade de Bothereau — a maquignonné avec les « frères » chrétiens un accord, qui a visé mais manqué leur adversaire de la rue Lafayette, et dont le but est de soutenir l'équipe socialiste-éméropiste actuellement au pouvoir.

En fait, tout ce joli monde est inquiet. Leur « 1^{er} juin » risque d'ouvrir les yeux à beaucoup et à accélérer le regroupement syndical qui s'impose.

JOYEUX.

Dans les Hôpitaux

Depuis quelques jours une grave agitation se manifeste dans les hôpitaux de l'Assistance Publique.

A la suite de leur mauvaise gestion par le Conseil Municipal de la ville de Paris et, précisément au moment où le gouvernement prêche la baisse, le préfet de la Seine voudrait augmenter de 100 0/0 le prix des repas délivrés à la cantine et faire ainsi supporter aux agents des hôpitaux une diminution de salaire de 6.000 francs !

Non ! messieurs les incapables du conseil municipal, nous ne voulons pas supporter les conséquences de votre gabegie administrative.

Vous voulez économiser 180 millions sur le dos du personnel ? Une petite question : combien vous a coûté la réception de la princesse Elizabeth ? Et puis, ainsi que proposait le « Lib » de la semaine dernière, utilisez donc les 413 milliards que le gouvernement destine à la guerre !

Alors vous pourriez faire les lits des malades non avec des loques mais avec des draps et donner au personnel un salaire qui ne soit pas une aumône.

Face à une telle situation notre syndicat prit position dès le premier jour. Dans un tract, que nous reproduisons ci-dessous, nous faisons constater à nos camarades que, devant le refus catégorique du préfet il ne reste plus qu'une seule issue : L'ACTION DIRECTE.

L'indignation étant générale, notre position a été accueillie par tous avec sympathie.

Un fait important est à signaler : Le bureau du C.A.S.-F.O. des hôpitaux fit paraître un tract — symbole de la collusion gouvernementale — dans lequel il prêcha la soumission à ses adhérents ; ceux-ci furent tellement écoeuvrés qu'ils se refusèrent de le distribuer et retirèrent même de la circulation le peu de ces papiers que chacun aurait voulu se procurer. Et cela à un tel point qu'aujourd'hui un tract C.A.S.-F.O. constitue une pièce rare dont personne ne veut se débarrasser.

Camarades qui vous êtes fourvoyés dans des organisations plus politiques que syndicales, à vous tous qui voulez vous débarrasser de Jouhaux, bannir la politique des syndicats et en supprimer le fonctionnarisme, les camarades de la C.N.T. vous disent :

Si vous voulez œuvrer dans un syndicat révolutionnaire, laissez tomber les politiciens maquignons et venez grossir nos rangs pour faire aboutir nos revendications :

CONTRE LE CHOMAGE ET LA HAUSSE DES PRIX, les 40 heures,

Tracts distribués par la C.N.T.

SYNDICAT DU PERSONNEL DES SERVICES DE SANTÉ

Entrevues inutiles

Avec une légèreté inconcevable, le prix des repas du personnel a été doublé. De ce fait, le budget de tous les camarades des hôpitaux, déjà si fortement en déséquilibre du fait de la hausse constante du coût de la vie, se trouve subitement rompu, étant affecté d'une diminution allant de 500 à 1.000 francs par mois. Plusieurs délégations, comprenant des représentants de la C.N.T. et de la C.G.T., se sont rendues, d'abord au Directeur général, ensuite auprès du préfet de la Seine. Le refus de rapporter l'augmentation des repas a démontré l'inutilité de ces démarches.

Travailleurs des hôpitaux, si vous désirez aboutir, il ne reste qu'une seule issue :

L'ACTION DIRECTE !

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Cent. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-7

CHEZ LES TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT

A propos de licenciements

On parle beaucoup en ce moment de supprimer les emplois inutiles dans les services de l'Etat, et en particulier dans les arsenaux, ateliers de fabrication. Et dans le grand public, même dans les milieux ouvriers, on s'en réjouit, car on estime que tous les travailleurs de ces établissements passent leur temps à flâner.

Pourtant, il faudrait faire une discrimination entre les ouvriers et employés, pauvres bougres aux traitements de crèche la faim, et les cadres, ingénieurs, chefs de service, directeurs, etc.

Ces dernières catégories, assimilées aux officiers de l'armée, sont en effet beaucoup trop nombreuses et on pourrait fort bien en supprimer la plus grande partie sans

inconvénient. Mais dans les fameux décrets de licenciement, les compressions s'effectueraient surtout sur le dos des pauvres bougres : ouvriers et employés ; ce seront eux les victimes ; le lampiste payera. Encore une fois, on ne touchera guère aux cadres pléthoriques.

À la Direction des Poudreries et Services chimiques de l'Etat, au quel Henri-IV, il y en a des parasites, je vous assure : directeurs, ingénieurs, chefs de service ; ils sont soi-disant employés, à des travaux de recherche de fabrications « nouvelles » ! Mais leurs boulots se bornent la plupart du temps à pondre des circulaires stupides, et à moucharder, à brimer les pauvres types placés sous leurs ordres. Les délégués « nacos » sont leurs larbins dévoués, et quand un malheureux se plaint des conditions de travail inhumaines, ils leur sourient au nez, mais pistonnent les membres du parti de M. Thorez, et compagnie, dont tout le monde a souvenir de leurs attitudes de juin 1941, où ils se firent des jaunes et briseurs de grève ; à cette époque relativement proche, le personnel était disposé à lutter contre des traitements de famine et à suivre leurs camarades cheminots, postiers, pour obtenir des conditions de vie « un peu meilleures ». Ceux-ci poussèrent leur cynisme jusqu'à lacérer les affiches appelant à la grève et à dire, devant le nommé F., directeur-colonel, que ces affiches étaient l'œuvre de provocateurs et que le personnel était disposé à travailler.

Ces messieurs de la direction, non contents d'habiter de magnifiques appartements, au boulevard Morland, emploient les ouvriers comme larbins, leur font effectuer différents travaux dans leurs propres logements ou utilisent les chauffeurs à les balader dans des autos, soi-disant pour des missions, mais en réalité pour aller à la pêche ou à la chasse avec l'essence des contribuables.

Il serait trop long d'énumérer tous les abus et gaspillages de ces messieurs des « cadres ».

Mais la corde cassera un beau jour ; les travailleurs ne veulent pas faire les frais d'un licenciement uniquement, à leur détriment. Ils balayeront eux-mêmes, d'abord, tous les parasites inutiles.

J. S.

C. N. T.

Confédération Nationale du Travail

39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 9^e.

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

Fédération des Travailleurs du Rail — La C.N.T. tiendra permanence fédérale au siège, 39 rue de la Tour-d'Auvergne, tous les mercredis, de 18 à 19 heures, et tous les samedis, de 14 à 19 heures. Les camarades de la région parisienne peuvent venir acquiescer leurs cotisations aux jours et heures ci-dessus. La permanence sera assurée par le camarade Mercereau, secrétaire fédéral, ou par le camarade Guayard, trésorier fédéral adjoint.

1^{er} UNION REGIONALE

Orléans. — Les camarades libertaires, syndicalistes français ou d'autres nationalités, syndiqués autonomes, dispersés dans le département du Loiret, désireux de former une Union Syndicale C.N.T., sont invités à écrire au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e).

1^{er} UNION REGIONALE

Orléans. — Les camarades libertaires, syndicalistes français ou d'autres nationalités, syndiqués autonomes, dispersés dans le département du Loiret, désireux de former une Union syndicale C.N.T., sont invités à écrire au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e).

2^e UNION REGIONALE

Le groupe des amis du C.S. de la région parisienne est constitué. Cartes et timbres sont à la disposition des camarades désireux de s'affilier au groupe le samedi de 9 à 12 heures et de 14 h. 30 à 19 heures au siège.

Pour le développement de la presse confédérale, un effort de tous est indispensable, adhérez au groupe des Amis du C.S. Syndicat du Bois-Ameublement. — Assemblée générale samedi 19 juin, à 14 h. 30, au café de la Source, 19, rue Faidherbe (9^e). Nous informons tous nos camarades qu'à partir du 19 juin, notre permanence sera transférée au 19, rue Faidherbe, et que celle sera ouverte tous les mercredis à 18 h. 30. Que tous les adhérents en prennent bonne note.

Bâtiment : Assemblée générale dimanche 20 juin, à 9 h. 30, Restaurant Copernic, 15, rue de Meaux, Métro : « Colonel-Fabien ».

Personnel des Services de Santé. — Permanence tous les lundis, de 17 à 19 heures, au siège.

P.T.T. — Permanence au siège, tous les jours, à 15 heures.

Hôpitaux. — Syndicat du personnel des services de santé. Permanence au siège de la C.N.T., tous les lundis, de 17 à 19 heures.

Antony et région. — Permanence, 16, rue Mirabeau, anciennement rue Prosper-Legoutte, le premier et troisième dimanches de chaque mois, de 10 heures à 11 h. 30.

Les Amis du Combat Syndicaliste, de la Région

parisienne est constitué. Cartes et timbres sont à la disposition des camarades désireux d'affilier au groupe le samedi de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. au siège.

Antony et région. — Permanence, 16, rue Mirabeau, anciennement rue Prosper-Legoutte, le premier et troisième dimanches de chaque mois, de 10 h. à 11 h. 30.

8^e REGION Cordes. — Courant juin à une date qui sera ultérieurement précisée, aura lieu un grand rassemblement de tous les syndicalistes C.N.T. du département en la ville de Cordes.

Deux orateurs français et un camarade espagnol prendront la parole.

Il est prévu au programme : Matinée : grand meeting public avec haut-parleur, place de la Boutellerie.

Midi : déjeuner fraternel de tous les syndicalistes C.N.T. qui voudront y participer.

Soirée : à 15 h., réunion des camarades syndiqués C.N.T. dans une salle de la ville.

8^e UNION REGIONALE Lormont (Gironde). — Une bibliothèque fonctionne. Elle tient à la disposition de tous les camarades des livres et revues, des romans. (Cotisation : 60 francs par mois).

Pour tous renseignements s'adresser à : Signagora Roger, 62, r. du Port, Lormont.

12^e REGION

Creusot. — Réunion de la C.N.T. du Creusot, dimanche 13 juin, 9 place Schneider.

18^e UNION REGIONALE

Marseille. — Permanences. — Tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h. 30 au siège Bar Artistique et le dimanche matin de 9 h. à 12 h. pour les syndics suivants : Ports et docks Bâtiment. Métaux. Textile. Produits Chimiques. Transport. Divers.

Marseille. — Syndicats des Ports et Docks, Bâtiments, Métaux, Textile, Produits Chimiques, Transports et divers, permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h. 30 et le dimanche de 9 à 12 h. au siège : Bar Artistique.

L'intersyndicale de Saint-Louis est constituée. Un voyage dans les départements en a pris la charge. Les travailleurs de ce centre industriel sont avisés qu'une permanence se tient tous les lundis de 18 h. 30 à 20 heures, Bar de la Méditerranée, 907 rue de Lyon.

Albi. — Que tous les responsables des sections C.N.T. françaises et C.N.T. espagnoles et militantes de toute nation adhérentes à l'Internationale des Travailleurs, se mettent d'ores et déjà en relation avec le responsable C.N.T. pour le Tarn : Albi, 21, rue de la Rivière.

Albi. — Pour préparer les assises du syndicalisme du Tarn, que tous les responsables des sections C.N.T. françaises et C.N.T. espagnoles et militantes de toute nation adhérentes à l'Internationale des Travailleurs, se mettent d'ores et déjà en relation avec le responsable C.N.T. Pour le Tarn : Albi, 21, rue de la Rivière.

19^e REGION

Rognac. — Siège de l'Union locale, hôtel de Province Rognac. Permanence le dimanche de 11 à 14 heures. Le jeudi à partir de 18 heures. Renseignements, adhésions aux syndicats P.T.T., tous les jours à Rey Louis, rue Camille-Desmoulins.